



Les 26 millions de chômeurs européens doivent être la priorité de l'UE dit la CES

Geplaatst op donderdag 03 juli 2014 |

SHARE

La Confédération européenne des syndicats (CES) lance aujourd'hui un appel aux dirigeants de l'UE qui se réuniront à Bruxelles ce vendredi afin de soutenir les propositions du Président français François Hollande pour un plan d'investissement équivalent à 2% du PIB européen et du Premier ministre italien Matteo Renzi qui plaide pour la levée des mesures d'austérité et pour des investissements en faveur de la croissance et de l'emploi.

« Les responsables de l'UE disent vouloir lutter contre le chômage », a déclaré Bernadette Ségo, Secrétaire générale de la CES, « mais les politiques qu'ils ont mises en place jusqu'à présent ne créeront pas d'emplois. »

« L'Europe a besoin d'investissements, pas de dérégulation. La crise a été provoquée par le secteur financier et la solution pour en sortir n'est pas de réduire les conditions de travail. Les gens ordinaires n'ont déjà que trop souffert. »

« De nouvelles initiatives sont nécessaires pour stimuler l'économie. Au lieu de se dire inquiets face au chômage, les responsables européens doivent maintenant passer à l'acte et mettre en œuvre les propositions de Hollande et Renzi. »

La CES:

- a depuis longtemps prévenu les responsables de l'UE que des politiques essentiellement basées sur la réduction des dépenses publiques détruisent l'emploi et risquent d'entraîner une déflation.
- s'inquiète du fait qu'avec 26 millions de chômeurs et des salaires en baisse ces 5 dernières années dans 18 des 28 Etats membres de l'UE, davantage doit être fait pour relancer la demande et ainsi créer des emplois.
- conteste l'idée selon laquelle la déréglementation et les réformes du marché du travail contribuent à la relance et est critique par rapport aux tentatives de la Commission européenne visant à s'assurer du soutien ce vendredi de son programme REFIT de déréglementation. Le projet de conclusions du Conseil que la CES a pu consulter semble inclure une tentative mal dissimulée d'exclure les petites et moyennes entreprises du champ d'application de la législation. La CES appelle au contraire à davantage de dialogue entre syndicats et employeurs ainsi qu'avec les décideurs nationaux et européens pour trouver des solutions à la crise.
- pense que le paquet climat et énergie 2030 qui sera débattu vendredi par les dirigeants européens contribuerait davantage à la création d'emplois et à la sécurité énergétique si ces dirigeants étaient prêts à s'engager sur des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.
- demande avec insistance aux responsables de l'UE de se concentrer sur la relance économique et non sur un conflit interinstitutionnel pour décider qui doit devenir Président de la Commission européenne.

Pour faire passer ce message, la CES a dressé un cube de 8 mètres de côté en face de l'endroit où se tiendra le Sommet à Bruxelles proclamant, en anglais, français, allemand et néerlandais, « 26 millions de chômeurs : l'austérité ne fonctionne pas. Les nouveaux dirigeants de l'UE doivent investir dans la croissance et l'emploi ».

Ces derniers mois, la CES a fait campagne en faveur d'un plan d'investissement au niveau national et européen pour stimuler la croissance et l'emploi. Elle se félicite du soutien du Président Hollande pour une **Nouvelle voie pour l'Europe**.

Crise économique et sociale

CES - juni 2014